

<http://www.snetap-fsu.fr/Midi-Pyrenees-boycott-du-CREA.html>



# Midi-Pyrénées:boycott du CREA

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 3 février 2012

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

M. Le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,  
M. le Chef de service,  
Mesdames et Messieurs les membres du CREA,

Après consultation des divers documents relatifs à la réunion du CREA du 2 février, et au vu d'une situation qui ne présente aucune amélioration pour l'EAP, nous, représentants des personnels de l'enseignement agricole public, avons décidé une nouvelle fois de ne pas être présents dans cette instance.

Les différents documents de travail relatifs au Comité Régional de l'Enseignement Agricole sont éloquentes : un bilan « ouvertures/fermetures » de -8,5 classes pour l'enseignement agricole public, et parmi les quelques ouvertures que vous proposez, aucune ne concernant une nouvelle filière (sinon une ouverture d'une filière professionnelle TCPA à Villefranche de Rouergue en « échange » de la fermeture déplorable de la filière CGEA<sup>1</sup>), qui permettrait d'assurer le dynamisme et le développement des établissements publics. Cela suit une certaine logique que nous déplorons : sans examen des demandes des établissements publics prévu à l'ordre du jour du CTREA, il était effectivement impossible d'appuyer la cohérence de certains projets portés par les équipes. Les ouvertures ne portent donc pour le Public quasiment que sur des poursuites de création de filières engagées en 2011, ou qui résultent de la réforme de la voie professionnelle. De fait, cette opacité et cette gestion « en flux tendu » sont en complète contradiction avec les propos tenus par M. le Chef de Service en face des personnels mobilisés au LEGTA d'Ondes : il était selon lui impératif de prêter une attention particulière aux établissements ruraux les plus sensibles.

La situation est pourtant critique, les personnels de plusieurs EPL se sont mobilisés fortement, pour dénoncer les « mutations dans l'intérêt du service » et les suppressions de postes, exiger des créations de postes conformes aux besoins, mais également pour revendiquer l'ouverture de nouvelles formations et enrayer les déclin programmés. Néanmoins, rien ne semble laisser présager que l'Autorité Académique revoit sa copie et permette enfin à ces établissements d'assurer leurs missions de service public et de répondre à la demande sociale en terme de formation sur ces territoires.

Les choix opérés par l'Autorité Académique sont clairs : il s'agit toujours de contraindre les moyens, en accentuant la dérégulation, en mettant encore davantage les établissements en concurrence, en choisissant la mixité des publics. Et il en va de même pour les décisions relevant de l'échelon national : toujours moins de moyens, toujours moins de postes et toujours plus aussi de précarité et de désarroi des équipes et des personnels. Mais nous ne sommes pas résignés, comme le montre la mobilisation du mardi 31 janvier, où se sont fait entendre à Paris, au sein même du Ministère de l'Agriculture, 300 agents de toutes les régions, contraignant le Ministre à entendre les revendications sur le plan de titularisation annoncé.

Dans ce contexte où les choix budgétaires pèsent lourd sur les services publics, sur la qualité des formations, bref sur l'avenir des citoyens, où le dialogue

1. A ce propos nous contestons vivement la fermeture programmée de la section de 1ère CGEA qui compte actuellement avec 4 élèves et leurs familles l'engagement tacite relatif lors de leur inscription en 2nde, celui de leur permettre de poursuivre leur scolarité de la 2nde à la terminale.

social est réduit à sa plus simple expression : la convocation des représentants des organisations syndicales représentatives des personnels, nous avons décidé de poursuivre notre boycott de ces instances régionales et nationales qui n'ont de concertation que le nom. Il s'agirait par notre présence, de donner notre aval à l'idéologie de la réduction des moyens.

Pour nous, il est indispensable de soutenir et développer cet outil, certes déjà bien émoussé par les attaques répétées de ces dernières années, et c'est pourquoi, nous avons décidé de travailler avec les partenaires de l'EAP ce jour, jeudi 2 février, pour lui donner enfin des perspectives, et en finir avec la résignation que l'Administration instille à chaque nouvelle restriction !

Vous priant de croire en notre attachement au service public d'éducation et en particulier à l'enseignement agricole public,

Pour les sections régionales MIDI-PYRÉNÉES du  
SNETAP-FSU, du SYAC-CGT, du SFOERTA, du SEA-UNSA

O. Gautié L. Arberet E. Charasse L. Almeida

Fait à Toulouse, le 2 février 2012